

Combattre les «fermetures» essentialistes

Une rhétorique présidentielle accompagne la présentation du projet de loi contre le séparatisme*, celle d'un « nous »/« eux » figé qui tend à considérer les musulmans – ou supposés tels – et les quartiers populaires comme ennemis potentiels de la nation, doutant de leur capacité à répondre aux poussées sectaires.

Joëlle BORDET, Daniel BOITIER, responsables du groupe de travail LDH « Laïcité »

Discours de Mulhouse, discours des Mureaux : le président de la République prépare l'opinion à une loi contre le « séparatisme » et confirme l'inquiétude de nos associations laïques concernant une mise en cause de l'équilibre constitué par les lois de 1882, 1901, 1905⁽¹⁾. L'actualité de la crise sanitaire et sociale et celle des effets des crimes de l'intégrisme islamiste viennent rendre d'autant plus difficile notre effort de compréhension de la réalité, pris comme nous le sommes entre la difficulté à bien identifier les réseaux du terrorisme et le risque de stigmatisation, d'une opposition du type « eux et nous », renvoyant les habitants des quartiers populaires à une assignation sociétale, risque porté par le projet présidentiel.

* Article écrit fin octobre 2020, avant la reformulation du projet et la mention des « principes républicains ».

(1) Respectivement : loi sur l'enseignement primaire obligatoire, loi relative au contrat d'association, loi de séparation des Églises et de l'État.

(2) J. Bordet, D. Boitier, P. Canin, « SNU : une jeunesse aux ordres ? », in *H&L* n° 188, décembre 2019 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2020/01/HL188-ActualiteC3%A9-7-SNU-une-jeunesse-aux-ordres.pdf).

(3) « L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six ans révolus à treize ans révolus ; elle peut être donnée soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles, par le père de famille lui-même ou par toute personne qu'il aura choisie. »

A propos du service national universel (SNU), nous disions que le projet était animé par l'impératif de « rendre unitaire la jeunesse », et qu'il ignorait les travaux sociologiques⁽²⁾. Nous retrouvons dans les discours présidentiels le même modèle unitaire de la nation et de la République, une narration de la France assiégée, que l'ennemi infiltrerait par les quartiers populaires et l'islam... Sont oubliées en conséquence, au profit de pédagogies descendantes et d'actes d'autorité, les dynamiques pédagogiques et démocratiques pourtant à l'œuvre chez ceux qui sont réduits à une essentialisation. Sur les faits réels de terrorisme, le pouvoir cherche à construire un imaginaire de la nation en danger, face à un ennemi de l'intérieur.

Malgré des discours sur les enseignants « hussards de la République », on constate une forte méfiance par rapport à l'école. Ce sont d'abord les universitaires qui sont soupçonnés de ne pas concourir suffisamment à la cohérence de la République, en faisant part aux mémoires divergentes. Le manque de confiance envers l'éducation populaire conduit par ailleurs à choisir des formes d'encadrement militaire qui font que certains pourraient redouter une militarisation des jeunes. La méfiance s'étend à la sphère associative et à la sphère privée, au point de mettre en question l'article 4 de la loi de 1882⁽³⁾.

Plus grave encore peut paraître le refus

de prendre en compte les potentialités démocratiques et les capacités des jeunes ouvrières et postcoloniales. Contre les opérateurs de haine et de radicalisation n'est reconnue aucune capacité aux habitants, voire aux professionnels éducatifs de proximité. Le discours présidentiel ne semble pas vouloir reconnaître que des citoyens musulmans puissent être parmi les défenseurs de la République et de la démocratie ; cette suspicion de ceux qui se reconnaissent comme musulmans, en particulier lorsqu'ils vivent dans les quartiers populaires, construit cette représentation de l'ennemi intérieur.

Une rhétorique présidentielle stigmatisante

La recherche-action (voir encadré p. 22) élaborée pendant le moment du premier confinement/déconfinement montre, à côté des difficultés graves traversées par les quartiers populaires, une capacité de réponse solidaire et une réelle plasticité des valeurs. Cette plasticité existe chez ces jeunes qui, nés dans la mondialisation, peuvent combiner des identités plurielles, constituant un point d'appui pour lutter contre toutes les fermetures essentialistes, voire sectaires.

La conception de la laïcité autoritaire et au fond punitive conduit à une essentialisation des musulmans qui seraient enfermés dans une religion insuffisamment « fran-



A une politique d'exclusion, il faut préférer une pédagogie de « réassurance » et d'appui sur les dynamiques démocratiques. A la caricature du « communautarisme », il faut substituer une prise en compte des communautés de vie, articulée aux communautés de destin. A l'agitation sur le séparatisme, il faut préférer une défense de la laïcité. Mais est-ce encore possible ?

çaise », qu'il faudrait transformer en un hypothétique « islam des Lumières ». S'y lit encore une fois une absence de confiance dans les populations musulmanes, supposées incapables de contribuer à leur propre émancipation. Nous avons déjà dit cette tentation « concordataire » qui substitue à des mesures pragmatiques, nécessaires, un discours idéologique essentialisant. Cette narration suppose la torsion de plusieurs réalités. On considère ces quartiers comme des « ghettos », on nie l'effort des politiques publiques pour favoriser l'inclusion sociale et politique des habitants et on donne l'islam radical comme y ayant triomphé. Il faut interroger le modèle macropolitique qui soutient ce discours, oubliant les institutions de l'action sociale, éducative, judiciaire, les professionnels, mais aussi les élus de la République : tous luttent contre les violences et les tensions créées par des situations sociales difficiles. Situations qui trouvent leur source dans une absence de perspectives de réalisation sociale et professionnelle pour nombre de

jeunes. Ainsi sont niées les aspirations des habitants, dont les jeunes, à être des citoyens autonomes qui peuvent circuler mentalement et physiquement dans la mondialisation, et ne pas être enfermés dans une situation d'assignation au territoire (notion qu'on ne saurait confondre avec celle de « ghetto »).

L'hypothèse peut être faite que cette narration présidentielle s'appuie sur les analyses de politologues qui connaissent bien les dynamiques internationales, comme Gilles Kepel, mais qui ne les articulent pas avec les dynamiques locales, ni avec le travail nécessaire de réassurance collective à élaborer avec les habitants. Même les actions de prévention deviennent des outils de suspicion, ignorant le vécu et le travail élaboré dans les communautés musulmanes, face aux risques de dérives sectaires.

Ainsi sont oubliés les travaux d'écoute des jeunes des quartiers populaires qui montrent que ces derniers construisent leur façon « *de naître au monde* » (Hannah Arendt) en se déplaçant en permanence entre la mondialisation, la France et l'espace local du vécu quotidien (ce qui se vérifie y compris chez des jeunes les plus enfermés dans leur territoire de proximité).

En les assignant à choisir entre leurs appartenances, en les stigmatisant comme potentiellement ennemis de la nation, on risque d'inscrire ces jeunes dans une spirale victimaire et qui les rendra plus fragiles face aux sirènes de l'islam radical. Nous avons déjà évoqué le SNU comme un nouveau paradigme d'allégeance obligatoire des jeunes à la nation ; il est au contraire nécessaire de construire les conditions d'une autre pensée de l'autorité, comme autorité consentie mais aussi contestée.

Sortir du piège de l'exclusion, « réassurer »

La narration présidentielle de la nation menacée, écho à celle, précédente, de « l'identité nationale » à reconstituer, faisant place au fantasme de « l'insécurité culturelle », pourrait bien, au moment où nous sommes victimes d'attentats terroristes, entretenir une guerre des civilisations. En ce moment tragique dont les quartiers populaires subissent les conséquences multiples, une autre approche est nécessaire. A une politique d'exclusion, il faut préférer une pédagogie de « réassurance » et d'appui sur les dynamiques démocratiques. A la caricature du « communautarisme », il faut substituer une

« Nous retrouvons dans le discours présidentiel une narration de la France assiégée, que l'ennemi infiltrerait par les quartiers populaires et l'islam... Sont ainsi oubliées, au profit d'actes d'autorité, les dynamiques pédagogiques et démocratiques pourtant à l'œuvre chez ceux réduits à une essentialisation. »

prise en compte des communautés de vie, articulée aux communautés de destin. A l'agitation sur le séparatisme, il faut préférer une défense de la laïcité. Mais est-ce encore possible ?

Quand des chercheurs rencontrent des familles, ils peuvent constater qu'elles sont dans la peur sur le devenir des enfants, peur qu'ils « tournent mal ». « Mal tourner » signifie le risque de la délinquance, du chômage, et, maintenant, qu'ils soient attirés par les sirènes de l'islam radical. Choisir une visée de réassurance, c'est alors écouter et compter sur la plasticité et les combinaisons des valeurs ; paradoxalement, le moment du confinement en a manifesté la possibilité. Les chercheurs ont défini et développé le concept de « réassurance collective » dès 1996. A cette époque ils assistaient et participaient au développement de la prévention de la délinquance. Ils montraient que les sentiments d'insécurité se développent en fonction de situations concrètes : violences quotidiennes, malpropreté, solitude et absence d'intervention publique, dégradations de l'espace public et tensions intergénérationnelles. Les transformer, les résoudre permet de recréer de la confiance et de la sécurité pour chaque habitant, mais aussi pour la collectivité et ses représentants.

Notre travail pendant le confinement nous aura aussi montré que contrairement au modèle de la République « une », et par-delà l'abandon du discours stéréotypé sur

« Le retour de la confiance aux institutions est essentiel ; confiance qui risque d'être mise en crise par le discours présidentiel sur le "séparatisme", renforçant le sentiment de suspicion, le repli des communautés de vie sur elles-mêmes et mettant en difficulté tous les professionnels de l'action sociale et éducative. »

le communautarisme, la mobilisation de concepts comme celui de communauté de destin, proposé par Etienne Balibar, pourrait orienter une pensée politique du moment que nous vivons. Il s'agit de penser des communautés dans lesquelles on rencontre des groupes qui n'ont pas choisi de vivre ensemble et qui doivent bien, « à la fin, se supporter les uns, les autres » (Kant). Le choix est soit « de construire une relation politique réciproque », soit d'« entrer dans la spirale de la destruction et/ou de l'autodestruction »⁽⁴⁾.

La référence aux travaux sur les frontières d'Etienne Balibar permettrait de penser la

situation de ces jeunes à la charnière des rapports Nord-Sud.

Formulons un dernier impératif : à la laïcité comme processus punitif, il serait nécessaire de substituer un usage positif de construction de l'esprit critique qui permette, en s'appuyant sur les potentialités démocratiques, de faire obstacle aux poussées sectaires et à leurs multiples dérives mortifères. Mais pour cela, il faut ne pas refuser toute confiance aux habitants des quartiers populaires, jugés comme incapables de s'émanciper.

Cette culture de la laïcité pourrait se réclamer de la leçon de Spinoza qui, affronté aux « *ultimi barbarorum* », (les pires des barbares), cherche à prendre appui sur les « *croyants raisonnables* », dans le dépassement des peurs⁽⁵⁾. Il faudrait enfin, sur nouveaux frais, reprendre l'interrogation de Pierre Bourdieu qui, réputant illusoire « *une réforme de l'entendement qui compte sur la seule force de la prédication rationnelle* », invitait à « *prendre appui sur la pluralité des formes d'intelligence* », ainsi que sur « *le monde de l'expérience* » des sujets⁽⁶⁾. ●

(4) Etienne Balibar, *Nous, citoyens d'Europe*, La Découverte, 2001 (voir les chapitres « Violence et mondialisation : une politique de la civilité est-elle possible ? », p.182, et « Frontières du monde, frontières de la politique », p.163).

(5) André Tosel, *Spinoza ou le crépuscule de la servitude*, éditions Aubier, 1984 (p.109 et 128).

(6) *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997 (chapitre « Les trois formes de l'erreur scolastique », p.96).

Une recherche-action pendant le premier confinement, dans les quartiers populaires

Du 23 mars au 11 mai 2020, temps de confinement, un dispositif d'écoute des professionnels de l'intervention éducative en milieu ouvert dans les quartiers populaires a été constitué à l'initiative du réseau de recherche intervention « Jeunes, inégalités sociales et périphéries ». Des dynamiques communes aux quartiers populaires (divers et pluriels) et des capacités d'intervention, on tirera plusieurs enseignements, qui ont des conséquences à long terme.

Passés la sidération des professionnels et le choc pour les familles qui a accentué des tensions mais aussi créé des solidarités, les communautés de vie se sont mobilisées, parfois indépendamment des institutions publiques. Malgré la fermeture des lieux d'accueil, très rapidement, les professionnels ont recréé une présence directe et participé à des actions de solidarité (ateliers de création de masques, activités partagées sur les réseaux numériques, création de chaînes YouTube pour échanger et créer des cultures collectives).

Plusieurs situations de crise se sont combinées : crise sanitaire associée à l'exiguïté des logements (les jeunes garçons y répondant en créant des lieux de rencontre à distance des familles et de la police, rompant avec la télé-scolarité), crise alimentaire (fermeture des cantines scolaires), crise sociale (perte des sources de revenus par le travail). Que seront les effets de la troisième vague de la Covid ? La déscolarisation et la fracture numérique ont été vécues par les familles avec colère et honte ; et cela même si des espaces numériques ont pu être constitués et ainsi permettre de maintenir des liens, voire de créer de nouveaux modes de rencontres. Le retour de la confiance aux institutions est essentiel ; confiance qui risque d'être mise en crise par le discours présidentiel sur le « séparatisme », renforçant le sentiment de suspicion, le repli des communautés de vie sur elles-mêmes et mettant en difficulté tous les professionnels de l'action sociale et éducative.

J. B., D. B.